



## **Travailleurs français et immigrés : mêmes patrons, même combat !**

*Bruno Retailleau, le ministre de l'Intérieur, a envoyé le 23 janvier une circulaire à tous les préfets pour durcir les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Prenant la place d'une circulaire de 2012 de Manuel Valls, elle va encore renforcer la chasse aux migrants et s'inscrit dans la continuité des politiques xénophobes menées par tous les gouvernements, dans le sillage de l'extrême droite. Retailleau se rêve sans doute en Trump à la française, ce dernier ayant, de l'autre côté de l'Atlantique, claironné son intention d'expulser des « millions » de migrants.*

### ***Exploiter ça rapporte, exploiter des « sans-papiers », beaucoup plus encore !***

La circulaire Retailleau prévoit de rendre encore plus difficile l'obtention d'un titre de séjour pour tous les travailleurs migrants : le temps de résidence minimum en France passe ainsi de cinq à sept ans. Surtout, obtenir un titre de séjour après être arrivé ou être repéré en situation irrégulière va devenir quasi impossible. Dans les métiers dits « en tension », les patrons vont pouvoir trier à leur gré qui aura des papiers, mais aussi qui les perdra dès que « la tension » sera jugée moins forte.

### ***Les attaques contre les migrants, prélude des attaques contre tous les travailleurs***

Si Trump et Retailleau affichent des politiques similaires, ce n'est pas pour réellement expulser les immigrés « par millions ». Les économies des pays riches ne tourneraient pas sans main-d'œuvre immigrée, les grands patrons le savent très bien, les politiciens à leur service aussi. Des secteurs entiers reposent sur ces travailleurs, du bâtiment à la restauration, en passant par le nettoyage et l'aide à la personne. En revanche, les expulsions arbitraires et médiatisées visent à créer un climat de terreur parmi les travailleurs immigrés et leur famille : mercredi dernier, la police a fait irruption dans un collège de la banlieue de Metz pour arracher une collégienne à ses cours et l'expulser avec ses parents en Belgique sans qu'elle puisse seulement repasser chez elle !

Au-delà de s'aligner sur les discours de l'extrême droite, cette politique vise à diviser la classe ouvrière. Ceux que Trump, Retailleau et tous les autres attaquent aujourd'hui sont les travailleurs les plus précaires. Demain, ils s'en

prendront à une autre catégorie de travailleurs, après-demain à une autre encore. Trump a déjà commencé en montrant du doigt les fonctionnaires américains et en attaquant leurs conditions de travail. S'en prendre aux travailleurs migrants aujourd'hui, c'est s'en prendre à tous les travailleurs. Ce n'est pas l'immigration qui fait baisser les salaires ni n'augmente le chômage : qu'on sache, ce sont les patrons qui fixent les salaires et licencient !

### ***Régularisation de tous les sans-papiers ! Libre circulation de tous les travailleurs !***

Celles et ceux qui quittent leur pays n'abandonnent pas leur famille et ce qui était leur vie de gaîté de cœur, mais pour fuir des guerres – qui se mènent souvent à l'instigation des pays riches avides de matières premières –, pour fuir les conséquences catastrophiques du réchauffement climatique, pour fuir la misère toujours. Ce n'est pas une circulaire qui les fera rester dans l'enfer qu'ils et elles veulent quitter.

### ***Contre le gouvernement international des milliardaires, travailleurs de tous les pays, unissons-nous !***

Le parterre de milliardaires et de dirigeants de grandes entreprises venus se montrer lors de l'investiture de Trump est une preuve, s'il en fallait une, que l'union de la bourgeoisie contre la classe ouvrière n'a pas de frontière. D'Elon Musk à Bernard Arnault, première fortune française, tous sont venus s'incliner devant leur nouveau parrain... C'est cette bande de mafieux d'ultra-riches, pas gênés de voir l'un d'entre eux faire le salut fasciste, qui sont les seuls parasites sur cette terre.

## **Non aux emplois fictifs !**

On a eu la surprise de trouver sur la bourse à l'emploi une annonce pour un poste de pauseur au PRS d'Austerlitz. C'est à dire pour un poste que la direction vient de supprimer. L'objectif de la direction était de trouver de nouveaux agents au cas où tout le monde refuserait la réorganisation. L'annonce a été posté avant même la fin du délai de réponse des collègues concernés. Après tout pourquoi faire les choses dans l'ordre quand on peut faire n'importe quoi et mépriser tout le monde ?

## **Entretiens sans aucun sens**

EIA ou entretien pro, à l'EIC la saison des entretiens qui n'ont aucun sens est ouverte. On fera semblant d'essayer d'atteindre des objectifs absurdes fixés par nos chefs qui nous expliqueront comment se passer des formations que l'on réclame. Et l'an prochain on recommence !

## **Un premier pas...**

La direction de Ouigo a annoncé des mesures après la grève des agents Ouigo du 10 au 12 janvier, comme des primes qui feront du bien au portefeuille, à défaut de permettre d'atteindre un salaire à la hauteur. Mais pour autant, les promesses de concertations ne doivent pas noyer le poisson dans l'eau : il n'y a pas de raison que les conditions de travail et que l'hygiène dans les trains Ouigo ne soient pas les mêmes que pour les autres trains !

## **...qui en appelle d'autres !**

Contre les dégradations de travail, contre les bas salaires, la direction nous enferme dans des sous-catégories de salariés SNCF ou de filiales toujours plus petites, nous poussant à regarder dans quel pré l'herbe est la plus verte. La généralisation de la concurrence accélèrera le mouvement. Ne nous laissons pas bernier, c'est tous ensemble qu'il faut lutter, s'organiser, en assemblée générale de cheminots, pour discuter de nos revendications et de comment y arriver. Et à ce sujet, aucune commission mixte de dialogue ne remplacera la grève

## **À raciste, raciste et demi**

Furieux de voir le ministre de l'Intérieur lui piquer son programme par pans entiers, le Rassemblement national l'accuse d'être un « faux dur » et un « vrai mou » à propos de sa nouvelle directive sur l'immigration. Selon Marine Le Pen et ses amis le texte ne va pas assez loin. Il affirme que « régulariser n'est pas un droit mais une mesure exceptionnelle » alors que l'extrême droite propose de les interdire complètement et de ne jamais régulariser. Lorsqu'il s'agit de s'en prendre aux migrants et à leur famille la surenchère est rude entre droite extrême et extrême droite.

## **Stellantis investit 5 milliards aux États-Unis**

Suite à l'annonce de Trump de renforcer les taxes douanières pour les entreprises européennes qui n'investissent pas aux États-Unis, Stellantis a vite compris de quel côté le vent tournait et vient d'annoncer un plan d'investissements de 5 milliards de dollars, pour éviter des taxes sur ses importations depuis le Mexique où l'entreprise assemble 40 % des voitures vendues aux États-Unis. Quand ils flairent les bénéfices, les capitalistes savent très bien s'entendre. Mais aux travailleurs mexicains de Stellantis qui vont peut-être perdre leur travail, on n'a pas demandé leur avis.

## **Paris s'assoit sur le « devoir de vigilance » des entreprises**

Selon Mediapart, Macron et Bayrou plaident auprès de l'Union européenne pour un « report sine die » d'une directive européenne en préparation, à propos des violations des droits humains ou environnementaux par les entreprises. Il s'agirait de demander aux patrons de veiller qu'eux-mêmes, ou leurs sous-traitants, n'emploient pas des salariés dans des conditions inhumaines, notamment dans les pays pauvres, et ne portent pas atteinte à l'environnement. Cette loi ne changerait sans doute pas grand-chose, mais il faut croire que c'est encore trop pour les capitalistes français.

## **Martinique : Rodrigue Petitot de nouveau condamné**

Le leader du Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens, qui mène depuis des mois une lutte contre la vie chère dans l'île – 40 % de plus qu'en métropole – a été condamné à un an de prison avec sursis pour « menaces et actes d'intimidation » contre le préfet local. Des faits qu'il a toujours niés. Il s'était déjà vu infliger dix mois de prison aménageable pour intimidation contre des maires. Pendant l'audience, des manifestants étaient présents pour montrer que les condamnations et la répression n'empêcheront pas le mouvement de

se poursuivre.

## **Le devoir conjugal est une servitude sexuelle**

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a condamné la France pour avoir jugé « fautive », dans une procédure de divorce, une femme refusant des relations sexuelles avec son mari. En 2019, la cour d'appel de Versailles avait prononcé un divorce à ses torts exclusifs, considérant ce refus répété comme une « faute ».

Depuis plusieurs années, les militantes et militants féministes se battent contre la culture du viol et ont réussi à mettre en avant la notion de consentement. La condamnation pour faute en cas de refus de rapports sexuels par les tribunaux apparaît aujourd'hui pour ce qu'elle est : une caution légale aux agressions sexuelles.

**USA : TRUMP VEUT EXPULSER  
DES MILLIONS D'IMMIGRÉS ILLÉGAUX**



Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

🌐 [www.npa-revolutionnaires.org](http://www.npa-revolutionnaires.org) | 📷 [npa.revo](https://www.instagram.com/npa.revo) | 🐦 [npa\\_revo](https://twitter.com/npa_revo)